

LANGAGES

Yves BAREL, *La Quête du sens : comment l'esprit vient à la cité*. Paris, Seuil, 1987.
14 × 21, 342 p., bibliogr. (« Empreintes »).

Comment les sociétés élaborent-elles les modes de pensée qui donnent un sens à leur expérience et pourquoi cette production du sens en vient-elle, à un certain point, à tomber en panne : cette double et ambitieuse question, suscitée par l'observation de la société contemporaine à laquelle Y. Barel s'était auparavant consacré (*La Société du vide*, Paris, Seuil, 1984), est ici posée au monde de la cité grecque — essentiellement, en fait, de l'Athènes classique, détour probatoire indispensable de la réflexion sur la société et le politique dans la tradition occidentale. D'emblée, Y. Barel pose le problème en termes de relation entre le recours à la « transcendance », point fixe tenu pour extérieur à la société historique, et l'usage de « l'immanence » ou autoréférence sociale. Cette relation n'est pas l'opposition simple de deux pôles antinomiques requérant un choix exclusif et irréversible de l'esprit, mais le paradoxe unissant la priorité nécessairement accordée à l'une ou l'autre de ces instances dans l'élaboration du sens à l'articulation non moins nécessaire de l'une sur l'autre pour rendre le choix opératoire : « Une société qui cherche son sens à l'extérieur d'elle-même ne peut pas éviter d'avoir à retrouver ce sens [...] à l'intérieur d'elle-même » (p. 11) et les repères qu'une société autoréférentielle va tirer de ses propres pratiques sont susceptibles d'engendrer une forme de transcendance par le simple fait de leur mise à distance.

Ce postulat énoncé, Y. Barel invite à en examiner les implications dans les trois grandes manifestations de la pensée grecque classique, c'est-à-dire dans l'Athènes du ^ve siècle : la tragédie, l'histoire et la philosophie. Dès lors, en raison de la présence et de la prégnance de la *polis*, la question de la *production du sens* tend à s'identifier à celle des *fondements du politique*, car c'est bien de la raison de la cité (au double sens du terme) que l'on débat entre les guerres médiques et la guerre du Péloponnèse. Scindée en deux parties, l'enquête d'Y. Barel traite séparément la tragédie d'un côté, l'histoire et la philosophie de l'autre. La tragédie, en effet, procède par détours vers d'apparents archaïsmes (lignages royaux, mythes héroïques...) et aberrations (pouvoir des femmes, tyrannie ...) pour penser la société, comme le voit bien Y. Barel, en mettant en scène tout ce qui reste sur ses marges, « en amont » ou « à l'entour », voire ce dont elle prétend se

détourner ; tandis que « la cité prend la parole » (titre de la seconde partie) dans les autres formes de réflexion, où l'autoréférence sociale semble devenir explicitement une des réponses possibles à la question du sens.

Aussi le paradoxe est-il affronté de façon très différente dans l'un et l'autre cas. Il est un des ressorts essentiels de la tragédie où les auteurs, loin de l'éviter, le cultivent, le renforcent en modifiant les mythes qu'ils utilisent pour poser des questions sur le politique. L'aporie tragique est donc non seulement celle du héros sommé de choisir entre deux conduites dont aucune ne lui permet d'échapper réellement à son dilemme (Y. Barel utilise, après d'autres, la notion de *double bind* de Bateson), mais aussi celle que reconnaît le spectateur devant la représentation d'un monde où une « cité fantasmée », à la conjonction du mythe et du politique, et sa cité concrète se renvoient l'une à l'autre sans jamais se confondre ni s'exclure, ce qui éviterait tout questionnement. Dans ces pages très riches, dont on ne peut dire ici tous les thèmes qu'elles abordent avec sagacité, Y. Barel, attentif au jeu de l'explicite et du non-dit, cerne la façon tragique d'installer la cité dans une tension entre deux références également insatisfaisantes, ni les anciennes légitimations (recours aux dieux, aux mythes, aux autorités sociales et culturelles traditionnelles) ni l'autoréférence à la pratique de la cité démocratique ne pouvant à elles seules donner la solution au problème. Dans le « montage » tragique où les valeurs civiques sont à la fois nécessaires et insuffisantes, la cité doit être mais ne peut se fonder elle-même.

Tout autre est le discours philosophique et historique où le paradoxe semble contourné par le recours à l'autoréférence comme source de vérité, mais resurgit à un second degré : les contradictions de l'autoréférence, thème principal du second volet de l'ouvrage, sont le fil conducteur qui mène Y. Barel à la crise de la pensée et de la cité, de la pensée *de* la cité, à la fin de la guerre du Péloponnèse : le « vide social » qui l'intéresse particulièrement. Alors même que la rationalité des Sophistes contemporains de l'« âge d'or » péricléen pose l'opinion en critère de la vérité et que la cité, chez Hérodote, est érigée en modèle et source de liberté face à l'impérialisme du monarque perse, les limites de l'autoréférence apparaissent chez Protagoras (mais le Protagoras de Platon) et plus encore chez Gorgias que Y. Barel, à la suite de M. Untersteiner, crédite d'une conscience du paradoxe de la quête du sens (indispensable en même temps qu'impossible à mener jusqu'à son terme). Les témoins privilégiés de la contradiction sont cependant Thucydide qui, conscient de « l'aporie athénienne » (impossibilité de pousser jusqu'au bout les logiques contradictoires mais indissociables de la *polis* et de l'impérialisme lié à la démocratie), ne propose plus de système explicatif global (Y. Barel refuse ici d'adopter toutes les conclusions de M. Cornford), et Socrate, le « marginal invisible » (p. 234). Toute abstraite qu'elle soit dans une large mesure, mythe forgé par une tradition que Platon inaugure, la figure socratique fournit à Y. Barel l'archétype du philosophe, maintenant ouverte la question du sens quand la conscience de tous les paradoxes et impasses de la pensée semble la rendre vaine.

En s'attachant ainsi à un archétype dont la distance au Socrate historique est tenue pour secondaire, l'analyse tend sciemment à se détacher sur sa fin de l'ancrage constant dans l'histoire qui est une des qualités du livre. C'est, en effet,

grâce à une solide connaissance du monde grec, des auteurs antiques et des travaux modernes qu'Y. Barel nous entraîne dans une réflexion de vaste portée sans tomber dans les pièges que peuvent recéler la trompeuse familiarité des « classiques » et leur apparente disponibilité à toute espèce d'analyse. L'importante bibliographie placée en fin de volume complète les références aux ouvrages dont Y. Barel s'inspire dans le cours du texte et confirme avec bonheur que l'abondante production des spécialistes de l'Antiquité sert toujours à baliser plutôt qu'à interdire l'accès à la civilisation grecque et peut nourrir des démarches intellectuelles autres que celles qui se retrancheraient dans le champ clos de l'érudition. Tout au plus notera-t-on ici ou là quelques passages moins heureux ; les enjeux du débat politique athénien sont ainsi décrits (p. 119-121) en termes un peu sommaires ou inadéquats : la notion d'*État*, avec ses connotations modernes, ne peut être employée sans précaution à propos de la cité grecque, non plus que celle de *génos* singulièrement ambiguë, maintenant qu'on ne peut plus y voir une authentique structure socio-politique (« clan ») ; et on ne peut confondre sans risque « aristocratie », héritage social et culturel archaïque, et « oligarchie » puisque, comme le sait Y. Barel (ainsi p. 280 sq., à propos de l'oraison funèbre), la démocratie athénienne intègre largement des valeurs aristocratiques. On remarque aussi que, tout en reconnaissant le caractère en grande partie factice de l'archaïsme « reconstruit » par les Tragiques, Y. Barel ne tire pas tout le profit attendu de cette intelligence du texte. Aussi les pages consacrées à l'affrontement entre les « grands lignages » et « l'État » doivent-elles être corrigées à la lumière de l'excellent développement qui suit sur le « mode tragique » : ainsi, beaucoup plus qu'un « conflit aigu entre le *génos* et l'État » (p. 34), l'entredéchirement familial des *Sept contre Thèbes* et du cycle thébain est-il une métaphore du drame politique par excellence, la guerre civile qui ensauvage la société. Et s'il y a bien une figure « fantasmée » qui se dresse contre la collectivité, c'est évidemment celle du tyran qui échappe à la fois à la logique familiale et à celle de la cité dont Y. Barel note ailleurs l'imbrication (p. 116-117). Sachant aussi que le problème de la femme et de la filiation est, à rebours des usages des grands lignages aristocratiques et tyranniques archaïques, tributaire de l'exclusion démocratique des femmes et de la vie politique et de la transmission de la citoyenneté (loi de Périclès), Y. Barel aurait pu se libérer davantage des considérations traditionnelles sur le problème mal posé du *génos*.

Très au fait de la recherche moderne, cet ouvrage dont chaque page appelle réflexion et commentaire, ne suscite qu'une réserve d'ensemble. Bien que le postulat de la « crise du sens » soit tiré de l'étude de la société contemporaine et formulé en termes étrangers à la pensée classique, l'analyse est menée avec finesse sans se figer en grille de lecture artificielle forçant l'évidence à se couler dans le moule de l'a priori (tout au plus le rapprochement entre l'Athènes de la fin du V^e siècle et la France contemporaine, p. 296 sq., paraît-il trop systématique dans le détail). Mais la grande ambiguïté, reconnue il est vrai par Y. Barel (p. 11, n. 1), des concepts employés, en particulier celui de « transcendance », finit par susciter une gêne. Quand la même catégorie, pour nous (trop) évidente, recouvre ailleurs des phénomènes aussi variés que l'autosublimation dans la cité imaginaire de l'oraison funèbre et le monde idéal platonicien, ne finit-elle pas par se diluer et

perdre sa valeur opératoire faute de trouver ses propres limites ? En recourant à une rubrique trop englobante et sans équivalent dans la société étudiée, Y. Barel court le risque de brouiller les distinctions et articulations qu'il cherche précisément à établir. Aussi cette réserve peut-elle inviter à aller plus loin dans l'examen du « paradoxe » qu'il manie avec tant d'aisance.

François DE POLIGNAC.

Serge LUSIGNAN, *Parler vulgairement. Les intellectuels et la langue française aux XIII^e et XIV^e siècles*. Paris/Montréal, Vrin/Presses de l'Université de Montréal, 1986. 16 × 24, 204 p. (« Études médiévales »).

Ce livre, qui envisage les rapports et les interférences culturelles entre la langue d'oïl et le latin, est organisé plutôt comme un cours, avec de fréquentes annonces du plan, et un certain nombre de résumés internes ; il comprend deux parties chronologiques : le XIII^e siècle, période où se développe et s'organise la réflexion sur le langage, déjà amorcée au XII^e siècle, et le XIV^e siècle, « marqué par les premiers efforts pour faire de la langue française un objet autonome de réflexion ». Les deux premiers chapitres analysent la conscience intellectuelle de la langue française exprimée au XIII^e siècle par les clercs, donc en latin. Le français s'oppose fondamentalement au latin en ce qu'il est langue maternelle, non apprise et par conséquent non susceptible d'être théorisée ; le latin, qui n'est la langue maternelle de personne, nécessite pour son apprentissage une grammaire didactique ; il peut, d'autre part, être intellectualisé, rationalisé, faire l'objet d'une grammaire « modique ». S'appuyant sur l'Écriture qui leur fournit un certain nombre de repères : le mythe de Babel, la Pentecôte, les trois inscriptions au-dessus de la Croix et le reniement de Pierre, les théologiens et les philosophes médiévaux reconnaissent au français le statut de langue, non pas ignoble ou ignoble, mais plutôt immanente, naturelle.

Dans cette première partie, S. Lusignan insiste, à plusieurs reprises, sur la différence de registre qui opposerait latin et français au XIII^e siècle : « la langue vernaculaire sert à l'expression poétique, à l'écriture de fiction, alors que le latin possède en exclusivité l'expression du savoir et du sacré » (p. 9). « Le XIII^e siècle ne met pas en doute que le latin soit la langue unique de la philosophie, de la théologie et aussi de la liturgie » (p. 83). Ceci doit être sensiblement nuancé. La liste que Brian Woledge et H. P. Clive ont consacrée aux plus anciens textes en prose française¹ montre bien qu'il s'agit surtout de traductions de textes bibliques, du Psautier en particulier, et que plus de la moitié de ces textes du XII^e siècle semblent avoir vu le jour dans les monastères. Les traductions du Psautier qui se

1. Brian WOLEDGE, H. P. CLIVE, *Répertoire des plus anciens textes en prose française depuis 842 jusqu'aux premières années du XIII^e siècle*, Genève, Droz, 1964 (« Publications romanes et françaises », 79).

répandent au XIII^e siècle sont d'ailleurs celles du Psautier liturgique. Même en ce qui concerne la liturgie de la messe, certains clercs n'ont pas hésité dès le XII^e siècle à légitimer l'emploi de la langue vulgaire dans la célébration de l'Eucharistie : selon Pierre de Poitiers² « potest ergo aliquis celebrare missam in lingua materna et conficere corpus [...] quia Dominus haec verba protulit Hebraice : Hoc est Corpus meum » ; l'utilisation de la langue vulgaire pour la célébration du mystère de la Consécration est justifiée par référence à l'hébreu, langue maternelle du Christ.

D'autre part, les préoccupations doctrinales qui animent les théologiens depuis l'essor du XII^e siècle sont sensibles dans la littérature morale et pastorale vernaculaire ; le XIII^e siècle a produit des ouvrages de théologie doctrinale en langue vulgaire : traductions diverses de l'*Elucidarium*, *Lumière as lais*, ... De plus, la seule traduction complète en français de la Bible, avant celle de la Renaissance, a été entreprise à Paris aux alentours de 1250, dans le milieu de l'Université (le nombre de manuscrits qui conservent cette *Bible du XIII^e siècle* dans un état plus ou moins complet prouve qu'elle fut largement diffusée). Le tournant dans l'attitude de clercs vis-à-vis de cette laïcisation de l'Écriture s'amorce dans les années 1360-1380, dans un sens inverse à celui que décrit S. Lusignan : « Au XV^e siècle plus encore qu'au XIII^e, les clercs jugent dangereux que les laïcs cherchent à acquérir des lumières sur les fondements théologiques de leur foi. Vaine et pernicieuse curiosité que ne cessera de dénoncer Jean Gerson lorsqu'il s'élèvera contre la lecture directe de la Bible par les laïcs »³.

La deuxième partie du livre de S. Lusignan s'organise, elle aussi, en deux parties qui mettent en scène la « prise du pouvoir » du français dont la promotion se trouve, à partir du XIV^e siècle, liée à des enjeux politiques puissants ; d'une part, en Angleterre où, dès le début du XIII^e siècle, la langue française n'est plus employée même par les classes dominantes, elle se met au même moment à concurrencer le latin comme langue de l'administration, du droit et de la culture : le français y est maintenu par un pouvoir qui perçoit la nécessité d'une cohérence entre l'administration, la langue et le peuple. Pour en faciliter l'acquisition, on met en place des outils didactiques assez semblables à ceux qui existaient pour l'apprentissage du latin : certains proposent une approche théorique (*Nominalia*, *Orthographia gallica*, *Donait françois* de John Barton), d'autres une didactique pratique (*les manières de langage*).

En France, dans le même temps, la langue française devient un instrument politique, au moment où s'amorce la conscience nationale... Un mouvement de traduction des grands auteurs latins, des « auctoritates », amorcé dès le XIII^e siècle, se développe sous l'impulsion d'une politique culturelle royale qui atteindra son apogée sous Charles V. S. Lusignan interroge à travers leurs

2. Jean LECLERCQ, « Les traditions de la Bible et la spiritualité médiévale », in *The Bible and Medieval Culture*, Leuven, University Press, 1979 (« Mediaevalia Lovanensia », Series I, Studia 7), p. 265, n. 13.

3. Geneviève HASENOHR, « La littérature religieuse », in *Grundriss der romanischen Literaturen des Mittelalters*, vol. VIII : *La Littérature française au XIV^e et au XV^e siècle*. T. I : *Partie historique*, Heidelberg, Carl Winter, 1988, p. 266-305, en part. p. 267.

prologues, un certain nombre de traducteurs, en privilégiant Nicole d'Oresme chez qui il trouve des éléments d'une théorie générale du français comme langue de culture. On peut ajouter à ces témoignages de traducteurs, celui d'un clerc qui traduisit au XIV^e siècle, une fois de plus, le Psautier⁴. Il développe dans un long prologue, ses idées sur les problèmes de traduction : obligation de transposer en français les mots latins qui n'ont pas d'équivalents ; impossibilité pour le français de conserver les « règles de grammaire et les congruités et ordenances en figures, en qualitez, en comparaison, en personnes, en nombres, en temps, en declinesons, en causes, en muf, et en perfection » du latin ; tout cela est nourri d'exemples choisis par le traducteur dans le texte qu'il a à traduire et témoigne d'une attention aiguë aux problèmes linguistiques.

Sans prétendre avoir exploré tout le domaine, le livre de S. Lusignan met en ordre et en continuité un certain nombre de notions jusqu'à présent éparses ou plus ou moins implicites ; ce n'est pas le moindre de ses mérites.

Françoise VIELLIARD.

Réécritures 3. Commentaires, parodies, variations dans la littérature italienne de la Renaissance. Les facéties aux XV^e et XVI^e siècles. Une pasquinade de Berni. La « Flaminia Schiava » de Pier Maria Cecchini. Godefroi de Bouillon dans la « Jérusalem conquise ». Paris, Université de la Sorbonne nouvelle, 1987. 16 × 24, 279 p. (« Centre interuniversitaire de recherche sur la Renaissance italienne », 15).

De la célèbre série constituée par les quinze volumes préparés et édités par les italianistes de l'Université de la Sorbonne nouvelle, ce numéro est le troisième livre consacré au problème de la réécriture à l'époque de la Renaissance, qui avait été abordé au cours de l'année universitaire 1981-1982 (on renverra le lecteur aux volumes 11 et 12, *Réécritures 1 et 2*).

Selon la tradition, le volume dont nous rendons compte est constitué par de très longues et très substantielles études : celles d'Anna Fontes-Baratto sur les *Pouvoirs du rire*, qui examine trois recueils de Lodovico Domenichi et s'interroge sur la théorie et la pratique des facéties aux XV^e et XVI^e siècles ; de Jean Toscan sur Pasquin, le poète Francesco Berni et le pape Adrien VI ; de Gina Iannella sur la comédie de Pier Maria Cecchini intitulée *La Flaminia schiava* et sa réécriture par Lotto del Mazza ; d'Alain Godard, enfin, sur la réécriture par le Tasse de sa *Jérusalem*, autrement dit sur le passage de la *Liberata* à la *Conquistata*, et le rôle de Godefroi de Bouillon dans la seconde version de la *Jérusalem*.

Dans l'impossibilité d'accorder à chacune de ces quatre études fort érudites et

4. *Le Psautier de Metz. Texte du XIV^e siècle*. Ed. critique publiée d'après quatre manuscrits par François BONNARDOT, texte intégral, Paris, 1884.

aux analyses très pertinentes la place qu'elles méritent assurément, on se contentera de souligner ici les tendances communes à ces recherches. La réécriture d'abord, thème majeur : sous des formes extrêmement diverses (parodies, commentaires burlesques, emprunts de thèmes, exercices d'auto-écriture, etc.), les auteurs considèrent une œuvre donnée (poème, nouvelle, traité, etc.) comme un moment dans une évolution socio-historique ou dans une évolution personnelle. Autre point commun à ces études : l'accent mis sur les relations étroites entre les facteurs culturels et les facteurs idéologiques (par exemple, la présence insolite à Rome d'un pape étranger et hollandais sous le nom d'Adrien VI, qui engendra toute une série de pasquinades). Enfin, dans trois études au moins sur quatre, l'intérêt porté au rire, au facétieux, au « piacevole », sous quelque forme que puissent se présenter ces propos plaisants. Ces pouvoirs du rire entrent d'ailleurs aisément dans l'économie socio-politique de l'ensemble, car ils relèvent toujours de la satire des principaux corps de la société, les nobles, l'Église et la cour du Vatican, etc.

On soulignera pour finir le très haut niveau de compétence de ces quatre chercheurs, qui utilisent des manuscrits et des ouvrages rares, et dont la volonté de théorisation permet une relecture de textes célèbres, et d'autres, qui le sont beaucoup moins, en tout cas jusqu'ici.

Un index des œuvres citées et un index des noms de personnes clôturent ce volume, qui fait honneur à ses éditeurs.

Jean-Claude MARGOLIN.

Kees MEERHOFF, *Rhétorique et poétique au XVI^e siècle en France : Du Bellay, Ramus et les autres*. Leiden, E.J. Brill, 1986. XII-380 p. (« Studies in Medieval and Reformation Thought », 36).

Parmi les nombreuses études parues récemment sur l'*imitatio* à l'époque de la Renaissance, l'ouvrage de Kees Meerhoff prend une place tout à fait exceptionnelle par la perspective adoptée. Grâce à une analyse détaillée des textes rhétoriques et poétiques du XVI^e siècle et, plus précisément, de ceux qui traitent du prestigieux nombre oratoire (lequel fait, selon Cicéron et ses adeptes modernes, tout le mérite de la prose oratoire), Meerhoff réussit à jeter une lumière nouvelle sur la prise de conscience de la littérature française et l'émancipation consécutive de sa tutelle latine.

Dans la première partie de son étude, intitulée « L'ombre de Cicéron », l'auteur situe les prémices de cette prise de conscience dans la fameuse Querelle des cicéroniens. Il constate que, curieusement, ce sont les cicéroniens les plus intransigeants (Bembo, Dolet *e.a.*) qui prennent la défense de la langue vulgaire. Quelque paradoxale que puisse paraître cette constatation, elle se justifie néanmoins par le simple fait que les cicéroniens se montrent en cela les fidèles disciples de leur maître à penser : celui-ci n'a-t-il pas enrichi sa propre langue en

imitant les écrivains grecs ? Concentrant la question sur le nombre oratoire, Meerhoff signale leur préoccupation d'appliquer coûte que coûte la théorie classique du nombre (qui présuppose, on le sait, la quantité syllabique, c'est-à-dire l'alternance de syllabes longues et brèves) aux langues vulgaires, dont la nature spécifique, non quantitative, résiste malheureusement à de telles opérations. Ainsi, les notions sacro-saintes de *numerus*, *rhythmus*, *concinntas*, etc. subissent-elles d'étonnants « glissements conceptuels », qui culminent dans la manipulation terminologique effectuée par Petrus Ramus (Pierre de la Ramée) et ses collaborateurs, soucieux de transférer la poétique française dans le domaine de la rhétorique classique.

Dans la deuxième partie, « Autour de la *Deffence* », Meerhoff fait défiler, dans l'optique qui est la sienne, plusieurs auteurs plus ou moins connus, ou même méconnus. Il tire de l'oubli Strébée (Estrebay ou Strebaeus, l'éminent commentateur de Cicéron), replace la *Deffence* de Du Bellay dans ses rapports intertextuels avec Speroni et Sébillet et parle ensuite des censeurs de la *Deffence*, c'est-à-dire de Guillaume des Autelz et surtout de Barthélemy Aneau, le « Quintil Horatian », qui, dans l'analyse de Meerhoff, apparaît comme beaucoup moins pédant qu'on ne le croit communément. Maître du jeu, le Censeur n'a pas seulement identifié, bien avant les érudits du XX^e siècle, les *Dialoghi* de Speroni comme source de la *Deffence*, mais il sait aussi les utiliser avec subtilité comme argument contre Du Bellay.

La troisième partie, la plus longue du livre, intitulée « L'évolution de la rhétorique ramiste », étudie méticuleusement, d'œuvre en œuvre et d'édition en édition, les textes de Ramus, de son « frère » (*frater meus*) Omer Talon et de leur disciple Antoine Fouquelin. Ces textes sont considérés comme un corpus collectif, le produit de la longue et fructueuse collaboration de ces trois auteurs. L'espace nous manque ici pour retracer, même globalement, l'histoire de la rhétorique ramiste telle que la présente Meerhoff. Rappelons que, selon lui, elle s'échelonne sur deux décades : depuis la « déconstruction » initiale des écrits de Cicéron et de Quintilien (les *Brutinae Quaestiones* et les *Rhetoricae Distinctiones in Quintilianum*, 1547-1549, de Ramus), en passant par les « prises de conscience » successives (la *Rhetorica*, 1548, de Talon, la *Rhetorique françoise*, 1555, de Fouquelin, le *Ciceronianus*, 1557, de Ramus), jusqu'à la « perspective généalogique » essentiellement nationaliste qui caractérise les derniers ouvrages de Ramus (le *Traitté des meurs et façons des anciens Gauloys* de 1559 et la *Rhetorica* de 1567). Pour l'importance que prend, dans la critique ramiste moderne, cette partie du livre de Meerhoff, qui corrige sur de nombreux points les études fondamentales de Walter Ong, nous renvoyons le lecteur à l'excellente mise au point de Peter Sharratt (« Recent Work on Peter Ramus (1970-1986) », *Rhetorica*, 5, 1987, p. 7-58).

En conclusion, on ne peut que féliciter l'auteur de ce livre, conçu dans un style limpide et souple, non dénué d'humour ; les quelques coquilles et l'emploi curieux des termes « manipulation » et « stratégie » (Meerhoff écrit : « " stratégie textuelle " ne veut pas dire, pour nous, " effort conscient de la part de l'auteur " » [p. 130]) n'en amoindrissent en rien les mérites. Tant par ses analyses de détail que par sa vision globale, l'étude de Kees Meerhoff, couronnée récemment par la

Société hollandaise des sciences, mérite d'être connue par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire poétique et rhétorique de la Renaissance française.

Paul J. SMITH.

Laurent BRAY, *César-Pierre Richelet : 1626-1698. Biographie et œuvre lexicographique*. With an English summary. Tübingen, M. Niemeyer, 1986. 17 × 24, XIII-335 p., bibliogr., index (« Lexicographica, Series maior », 15).

César-Pierre Richelet, auteur méconnu du premier dictionnaire français de définitions entièrement monolingue, n'a jusqu'à présent bénéficié d'aucune monographie. En comblant cette lacune, Laurent Bray offre un riche dossier : une approche du paysage « dictionnaire » des XVII^e et XVIII^e siècles, une étude bibliographique critique de l'œuvre de Richelet (soixante-cinq éditions et réimpressions de son dictionnaire ont été retrouvées et sont décrites avec précision), un essai biographique qui replace le lexicographe dans la société savante du Grand Siècle. On appréciera d'autant plus cet essai que la lexicographie — l'histoire des dictionnaires (datation du vocabulaire, recherche d'étymologies, filiations, analyse comparative des exemplaires...) — est une discipline peu pratiquée par les chercheurs français.

Le *Dictionnaire françois* a paru pour la première fois en 1680 à Genève (chez le libraire Jean Herman Widerhold), sous la forme d'un *in-quarto* en deux parties (480 et 558 pages), dans une présentation typographique particulièrement soignée et moderne : « Il offre, dès 1680, un texte lexicographique dont la structure typographique annonce la forme de l'article des dictionnaires qui nous sont contemporains » (p. 61). Illustration d'un véritable absolutisme lexicographique, de 1674 à 1714, l'Académie détient le monopole exclusif de la production : son *Dictionnaire* ne paraîtra qu'en 1694, précédé de celui de Furetière en 1690, publié — interdiction oblige — à La Haye. Un éditeur lyonnais (Bailly) s'est risqué en 1681 à faire paraître une édition expurgée « des choses qui n'ont pas agréé à tout le monde » (entendons : les académiciens) du Richelet, mais sans grand succès...

De l'étude serrée des sources du lexicographe, il apparaît que l'œuvre de Pierre Richelet est bien une « tête de série » : il a peu copié ses devanciers, il a beaucoup été copié. La comparaison avec des dictionnaires étrangers et des répertoires bilingues et multilingues démontre l'originalité du travail de collecte des mots. Les emprunts sont toutefois inévitables : le lexicographe s'est ainsi inspiré du dictionnaire italien de 1612 (mais en indiquant systématiquement ses sources) et du travail des académiciens florentins. Il a aussi utilisé avec abondance des ouvrages d'érudition et de spécialités (histoires des plantes, des poissons...). Le résultat d'ensemble constitue pourtant un ouvrage de première main, comme l'attestent la fréquence du « je » — l'auteur s'engage personnellement pour préconiser telle variante —, les rappels de la façon dont les mots ont été rassemblés, leur signification de vive voix confirmée par les gens de métier : « “ Trame, trême ” : les habiles gens que j'ai consultés sur ces deux mots disent trame, mais les couverturiers, les ferandiniers, les tapissiers et les tisserrans que j'ai vus disent tous

trême, et l'on pense que quand on parleroit comme les gens du métier, on ne parleroit point mal. » L'originalité de l'entreprise tient aussi au désir de réaliser, contre l'Académie, un dictionnaire fondé sur des citations d'auteurs, vivants ou morts, mais tous reconnus dans les cercles littéraires. La collaboration de Patru, académicien et avocat célèbre pour son éloquence, fut sur ce point décisive. La modernité de l'œuvre tient aussi au nombre des descriptions techniques très précises : elles résultent d'une observation attentive — ainsi le vocabulaire qui concerne l'imprimerie — et annoncent les productions lexicographiques des Lumières. Richelet est en même temps sociologue de la langue, signalant à maintes reprises l'usage social d'un mot, sa prononciation correcte (surtout à partir de l'édition de 1693), sa promotion récente ou sa disqualification : « " Prouesse " : ... A été employé en un sens fort sérieux par un bel esprit de l'Académie... n'en déplaît à ce bel esprit le mot de prouesse n'est plus guère en usage qu'en riant et dans le burlesque. » Dès sa parution, le *Dictionnaire françois* connaît un grand succès dans le cadre de la circulation des livres prohibés. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de suivre le cheminement géographique et social des volumes interdits depuis Genève qui expédie des ballots de dictionnaires jusqu'aux portes de Paris (Villejuif, Le Bourget et Saint-Denis sont à cette époque les principaux dépôts clandestins), où des passeurs les prennent en charge pour les vendre au public cultivé de la capitale et des grandes villes du royaume : des officiers, mais aussi des membres de grandes familles aristocratiques ainsi que l'attestent les inventaires après décès.

Parmi les lecteurs les plus attentifs, les académiciens, particulièrement friands du Richelet, ne se privèrent pas de le piller... pour leur propre dictionnaire !

Joël CORNETTE.

Paul WEXLER, *Three Heirs to a Judeo-Latin Legacy : Judeo-Ibero-Romance, Yiddish and Rotwelsch*. Wiesbaden, Verlag Otto Harrassowitz, 1988. 17 × 24, XIX-196 p., bibliogr. (« Mediterranean Language and Culture Monograph Series », vol. 3).

A lire certains ouvrages de linguistique, on a parfois l'impression qu'une langue est uniquement un ensemble de lois en calme développement, à l'intérieur de sa propre sphère. Cette impression se trouble dès qu'on envisage le rapport de la langue à ses dialectes ; elle se dissipe lorsqu'on aborde les langues minoritaires : car celles-ci ne concernent pas seulement les minorités — elles influencent aussi les grandes langues nationales, leur fournissent des termes, des tournures, une coloration et, parfois, des emprunts étrangers qui avaient besoin d'une médiation. C'est pourquoi à cette occasion toute l'épaisseur de l'histoire s'introduit dans l'étude du langage.

L'ouvrage de P. Wexler apporte sur ces points des matériaux précieux. Certes, qu'il y ait eu des contacts entre le yiddish et l'argot allemand (le rotwelsch) n'était pas un mystère ; on savait aussi que le yiddish contient une certaine dose de mots d'origine romane (français surtout, parfois italiens). Mais la nouveauté de ce livre

consiste à prendre en vue l'ensemble du judéo-roman, y compris celui ou ceux d'Espagne, non pour repérer des « contacts » mais pour retracer l'histoire d'un héritage commun : le judéo-latin.

De ce dernier, nous ne savons pas grand-chose *directement*, et peu de travaux lui ont été consacrés depuis ceux de Blondheim (1925). Mais des repérages efficaces peuvent en marquer les traces, et reconstituer ce qui s'avère comme l'histoire d'une disparition : dans les États qui ont succédé à l'Empire romain, tous les « descendants directs » du judéo-latin ont été remplacés soit en Allemagne au cours d'un processus de dé-romanisation, soit, en Espagne au cours d'un processus de seconde romanisation sur fond d'extension puis refoulement du judéo-arabe.

Le livre vaut surtout par ses analyses de détail. Particulièrement intéressant est le cas du *rotwelsch* : un tel jargon a besoin de se différencier *pour ne pas être compris*, puisque c'est une langue où le rôle du secret est aussi important que la fonction de communication : il faut être entendu des collègues ou des complices et non des autres ; on empruntera donc au yiddish plutôt les éléments non germaniques que les autres (P. Wexler note d'ailleurs que la proportion d'hébraïsmes est plus élevée dans l'argot yiddish que dans le yiddish courant, sans doute pour la même raison). La judaïcisation du *rotwelsch* se fait en deux étapes successives ; on les explique d'habitude par la transformation du rôle social des Juifs ; mais une telle transformation, note Wexler, peut expliquer l'augmentation des termes, non leur forme : il faut donc recourir de nouveau à l'enchevêtrement de plusieurs langages de départ : la première vague importe des éléments yiddish et judéo-romans, la seconde (au XVIII^e siècle) seulement des éléments yiddish. Les termes d'origine hébraïque, par exemple, auront une morphologie différente suivant qu'ils ont emprunté l'un ou l'autre canal.

C'est donc une fresque de l'histoire de l'Europe qui apparaît à travers ces recherches lexicales (il faudrait mentionner aussi les analyses concernant l'argot néerlandais), et lorsque P. Wexler espère que son livre trouvera un public au-delà du cercle des linguistes, on doit lui donner raison : il fournit des documents aux historiens et donne à réfléchir aux philosophes — car si ceux-ci admettent volontiers que le langage est constitutif ou au moins révélateur de l'humanité, ils gagneraient sans doute à penser cette situation : l'articulation de plusieurs langages qui se chevauchent chez les mêmes locuteurs et dans le même temps, échangent leurs lignes de fracture et font passer leurs termes du registre du sérieux à celui du trivial, de l'information à la dissimulation, de l'allusion ou de l'archaïsme à l'usage vivant d'une langue abandonnée.

Pierre-François MOREAU.

François LATRAVERSE, *La Pragmatique. Histoire et critique*. Bruxelles, Pierre Mardaga, 1987. 15 × 22, 267 p. (« Philosophie et langage »).

La pragmatique est le sous-domaine qui, à l'intérieur d'une théorie du langage, dégage les composantes du sens qui sont liées aux circonstances de l'énonciation.

Dans la tripartition instaurée par Morris, elle figure aux côtés de la *syntaxe* et de la *sémantique* : elle est spécialisée dans l'étude de l'*usage* des signes (par opposition, respectivement, à celle de la formation des expressions correctes d'un langage et à celle du renvoi des expressions de ce langage à des objets).

François Latraverse montre les difficultés que recèle ce type de définition ; elles tiennent principalement à la question de l'unité du champ théorique, quand on circonscrit la pragmatique de façon « large », c'est-à-dire en y intégrant les conditions les plus variées qui affectent l'usage linguistique, et au flou (ou au caractère mouvant, chargé de théorie) des frontières avec la sémantique, quand on prend la pragmatique au sens « étroit » en l'associant avec la sémantique dans l'exploration de la genèse du *sens*. Le chapitre 1 pose d'emblée le problème de la définition du concept de pragmatique et de ses relations avec la sémantique. En réalité, s'autorisant du fait que la discipline manque encore de la maturité que réclamerait une définition en bonne et due forme, l'ouvrage ne livrera pas de réponse positive à ces questions. Il se borne, mais le mérite n'est pas pour cela négligeable, à « formuler des doutes » (p. 13). Ce qu'on gagne à ce questionnement, l'auteur nous en prévient, c'est « de voir que les apories ne sont pas forcément résolues par la prospection d'une réalité qu'on peut n'estimer distincte que parce qu'on dispose d'un vocabulaire susceptible de la désigner » (*ibid.*). On pourra estimer qu'il est un peu tôt, dans l'économie du livre, pour plonger le lecteur dans une évaluation des fondements de la pragmatique sans lui avoir donné encore les nécessaires éléments de réflexion (il peut être judicieux de reporter la lecture du chapitre 1 après celle du chapitre 5).

La notion peircienne d'« interprétant » est utilisée par Morris dans son introduction de la pragmatique. Le chapitre 2 s'efforce de montrer comment cette notion peut servir à articuler la sémantique et la pragmatique ; ce que Peirce nous apprend, c'est que le sens d'un signe est largement dépendant de la dynamique de son interprétation. Plutôt que de tirer de cette remarque une distinction entre sémantique et pragmatique fondée sur l'opposition entre *produits* et *processus* d'interprétation, F. Latraverse envisage de distinguer plus spécifiquement deux types de phénomènes interprétatifs : ceux qui sont liés à la *signification* concernant l'apport des interprétants à l'édification des contenus symboliques, tandis que ceux qui sont liés à la *communication* ne déterminent le sens que relativement à un échange entre des locuteurs, c'est-à-dire dans un contexte dont il s'agit alors de préciser la nature et l'étendue. Mais cette proposition a, pour F. Latraverse, plusieurs inconvénients : en particulier, elle laisse dans l'obscurité la réponse à la question de la genèse des interprétants, abandonnée à une théorie de l'habitude qui doit faire valoir sa spécificité pragmatique, sauf à remettre en cause l'autonomie de la pragmatique.

Cette autonomie, l'auteur cherche à en relever les conditions dès l'introduction du terme par Morris. L'idée même de pragmatique lui paraît se constituer sous le contrôle de trois « instances », à vrai dire assez mal définies : tout d'abord, la pragmatique aurait affaire au langage en tant qu'usage ou comme comportement — ce qui rejoint la caractérisation peircienne de l'interprétant en termes d'habitudes, mais ne donne guère lieu à des analyses précises de la dimension pragmatique. En second lieu, la pragmatique a pour objet l'étude des aspects psychosociologiques du fonctionnement des signes — cette orientation possible est jugée

« insatisfaisante » par F. Latraverse, qui voit dans la naturalisation de l'objet l'un des principaux obstacles à la constitution d'une pragmatique « achevée ». La troisième instance est fournie par les cas où l'approche représentationnelle du langage est mise en échec, par exemple par les formes impératives, les exclamations, etc. L'approche de Morris conduit à des relations ambiguës entre sémantique et pragmatique qui continueront de marquer les recherches ultérieures : tantôt on considérera qu'il s'agit de deux perspectives prises sur la même réalité, l'usage linguistique ; tantôt on attribuera à la pragmatique une réalité spécifique « sans relation directe avec l'objet sémantique » (p. 78).

Le chapitre 3 étudie la manière dont Carnap et Reichenbach traitent respectivement la notion de pragmatique. Notons en passant que l'opposition entre aspects purs et descriptifs de la « syntaxe », ainsi que celle entre syntaxe « générale » et syntaxe « particulière », ont été faites par Carnap dans sa *Logische Syntax der Sprache* dès 1934, avant que Morris ne les applique à la « sémiotique » (Carnap n'a donc pas suivi Morris, comme le suggère F. Latraverse (p. 91) ; c'est la réciproque qui est vraie). Il est intéressant de remarquer que, conformément à la première de ces distinctions, la pragmatique était par essence, aux yeux de Carnap, une science descriptive. Toutefois, comme le montre F. Latraverse, Carnap finira par reconnaître le statut d'une pragmatique pure, explicitant les conditions formelles d'une production d'énoncés par un locuteur. Des règles de correspondance doivent assurer une application empirique aux concepts théoriques de cette pragmatique (tels que le concept de croyance, d'affirmation, etc.). Commentant ensuite les réflexions pragmatiques de Reichenbach, F. Latraverse conteste le bien-fondé d'une délimitation de la pragmatique ancrée sur l'existence d'un groupe discret d'énoncés ou de fonctions linguistiques ayant une valeur autre que dénotative : « L'expressivité, dans les langues naturelles, s'ajoute à la " dénotativité " et entoure la sémantique d'un " halo " pragmatique, qui tient moins à ce qui est dit (représentationnellement) qu'aux moyens qui sont pris pour le dire » (p. 122).

La pragmatique formelle conçoit la pragmatique comme une extension de la sémantique à des langages formels contenant des indexicaux, c'est-à-dire des démonstratifs ou des pronoms personnels désignant par exemple le locuteur, le temps ou le lieu. Dans l'excellent chapitre 4, F. Latraverse expose avec clarté les principaux résultats des travaux de Montague, Kaplan et Stalnaker (les développements sur la notion de présupposition, p. 149 sq., sont particulièrement intéressants).

Le chapitre 5 présente brièvement un aperçu de la sémantique générative, et montre comment la définition chomskienne de la compétence tend à rejeter hors linguistique toute analyse proprement pragmatique. Le chapitre 6 analyse la notion de contexte. Partant du traitement qui en est respectivement donné par Katz et par Searle, F. Latraverse propose un certain nombre de distinctions destinées à préciser le type d'intervention de cette notion en pragmatique. Quatre types d'usage sont distingués, dont deux seulement sont retenus, le contexte « présupposé » et le contexte « induit », et présentés à la réflexion de toute théorie pragmatique future. Le concept wittgensteinien de « jeu de langage » est mobilisé, dans le dernier chapitre, pour apporter un commentaire philosophique

à la notion de contexte. F. Latraverse souligne que ce concept ne comporte aucun type d'engagement ontologique ; il faudrait aussi admettre, si l'on voulait suivre Wittgenstein jusqu'au bout, qu'il ne se prête pas à un traitement descriptif « au même titre qu'un objet du monde » (p. 228), conclusion que F. Latraverse ne se sent pas tenu de tirer. En revanche, une certaine prudence quant à l'examen de la « totalité » des jeux de langage, rassemblés par exemple sous une perspective mentaliste unifiante, ou le refus de les hiérarchiser sous des jeux tenus pour exemplaires, voire fondateurs : voilà les leçons qu'il faut retenir d'une méditation du second Wittgenstein. F. Latraverse dévoile en fin d'analyse la position philosophique qui convient le mieux à la situation actuelle de la pragmatique : non pas réaliste — c'est-à-dire interprétant les catégories mentales comme des phénomènes identifiables de la vie mentale — mais « méthodologiste », c'est-à-dire une position qui ne confère aux catégories mentales aucune relation proprement explicative par rapport au linguistique, mais leur accorde seulement un rôle descriptif et classificateur à l'égard des phénomènes de communication. Si l'on considère la pragmatique elle-même comme constituée par un (des ?) jeu(x) de langage, il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas d'*objet* pragmatique, mais un questionnement portant sur l'usage de l'objet sémantique.

L'ouvrage de François Latraverse nous convie à suivre un itinéraire délibérément sélectif. Au terme du voyage, on regrette un peu, malgré les arguments par lesquels l'Auteur justifie ses choix (p. 252), qu'aient été écartés de son analyse des travaux plus récents qui marquent pour l'instant l'aboutissement de cette histoire. On ne peut, en outre, se défendre de l'impression qu'en abordant la pragmatique « par en haut », c'est-à-dire comme une discipline dont il s'agit de questionner le lieu théorique et d'établir l'histoire, on risque bien de manquer l'échelle où se manifeste sa pertinence *présente*. Ce n'est pas, pour ma part, la partie directement « critique » — indissociable comme elle l'est des convictions de l'Auteur en matière de philosophie du langage — qui me semble faire l'intérêt principal de l'ouvrage, mais les analyses de détail d'un domaine riche en « problèmes ».

Joëlle PROUST.

« Image et histoire ». Actes du colloque Paris-Censier, mai 1986, *Sources. Tra-vaux historiques*, 9-10, 1987.

Dans une histoire très dominée par l'histoire des mentalités qui se passionne pour les supports sensibles de la pensée aux diverses époques⁵ et tente de recréer l'univers psychologique, intellectuel et mental des groupes sociaux, de recomposer « les représentations que se faisait du monde, de la vie, de la religion, de la politique, telle collectivité historique »⁶, il n'est pas étonnant que l'image,

5. Georges DUBY, « Histoire des mentalités », in *L'Histoire et ses méthodes*, sous la dir. de Charles SAMARAN, Paris, Gallimard, 1961, p. 937-965.

6. Lucien FEBVRE, cité par G. DUBY, *ibid.*, p. 961.

toujours intimement liée aux représentations des mythes et des croyances occupe une place non négligeable.

Une histoire moins « compréhensive », plus objectivante ne pourra pas non plus manquer d'apprécier le véritable « saut qualitatif » apporté par les nouveaux « systèmes d'information iconiques structurés » (P. Sanson) bénéficiant du double parrainage de l'informatique et de la sémiotique. C'est pourquoi le colloque organisé par la revue *Sources*, publication de la très dynamique association « Histoire au présent », qui en est à son troisième colloque, réunissait à Censier, en mai 1986, des chercheurs, des universitaires et des étudiants sur le thème : « Que font les historiens quand ils travaillent à partir des sources iconiques ? ». Le volume « Image et histoire », publié aux éditions Publisud avec le concours du Centre national des lettres, représente les actes de ce colloque avec vingt-quatre communications accompagnées d'une introduction et d'une très courte conclusion.

Si le thème commun à toutes ces communications est l'image, les domaines abordés sont très vastes, allant du corpus extrêmement réduit sur lequel travaille le chercheur de l'histoire des mentalités du Haut Moyen Âge aux presque trop riches sources audio-visuelles modernes, en passant par une multiplicité de cas de figure intermédiaires en France ou à l'étranger.

Il n'est pas toujours facile pour le non-historien de se retrouver dans cet ouvrage foisonnant. Il ne livre pas les travaux d'une école rassemblée autour d'une technique, ni une méthode générale de lecture des images, mais des expériences qui, selon l'état d'esprit du lecteur, apparaîtront comme significatives d'une « crise de l'interprétation », selon l'expression de J. R. Louvet, et d'une absence d'une véritable théorie ou science de l'image, ou au contraire comme le reflet d'une communauté très diversifiée mais jeune et vivante, très soudée peut-être par le sentiment d'un travail énorme à accomplir face à « la prévention tenace du monde universitaire à l'égard de l'image d'une manière générale et de l'audio-visuel en particulier » (M. Barak). Dans ce domaine, les historiens ne sont pas, de loin, les plus mal placés et on ne saurait trop en particulier recommander la lecture de ces Actes aux sociologues qui, moins poussés sans doute que les historiens par la nécessité d'employer toutes les sources disponibles, n'arrivent guère à sortir d'un « habitus scientifique » dans lequel « l'image en tant que donnée ne [peut] avoir qu'un statut mineur, excentrique au sens propre comme au sens figuré, [et reste] irrémédiablement marquée du sceau de l'inconséquence et de la frivolité »⁷. Pour les historiens du moins, si les méthodes sont multiples, si les techniques laissent encore trop souvent à désirer, l'image a un statut de source à part entière.

L'ouvrage présente les communications sous trois grandes rubriques : 1) les sources de documentation et un certain nombre de problèmes de classement et de lecture ; 2) l'utilisation de l'image en tant que source ; 3) l'image reconstituée d'une histoire reconstituée.

Dans un inventaire des sources modernes d'archives iconographiques ou audio-visuelles et par les communications portant sur des problèmes de classement et

7. Jean-Paul TERRENOIRE, « Images et sciences sociales : l'objet et l'outil », *Revue française de sociologie*, XXVI, 1985, p. 509-527.

de lecture, le premier chapitre pose indirectement — indirectement parce qu'il n'y a pas vraiment débat — le problème, repris dans son introduction par J. R. Louvet, d'une éventuelle classification entre images de « saisie mécanique de la réalité », c'est-à-dire neutres et immédiatement lisibles, objectives, et images intentionnelles et imprégnées d'une rhétorique qu'il faudrait démonter. Si l'on peut admettre assez aisément que les iconographies systématiques (de type géographique) décrites et analysées par J. P. Amat et J. P. Métaillé ne sont pas de même nature que les archives de la télévision, les gravures, ou les films de fiction, la mise en garde de Jérôme Bardon contre la tentation qu'aurait l'historien de vouloir analyser d'un côté l'idéologie et l'imaginaire dans les films de fiction, et de l'autre la « réalité » dans les films non fictionnels, ne doit pas être minorée. Si « le visible d'une époque peut être assimilé à l'ensemble des formes montrables et identifiables à un moment donné de l'histoire humaine », si donc « la représentation est limitée par des contraintes sociales et culturelles » (J. R. Louvet), aucune image n'est purement mécanique ou neutre, aucune image n'échappe totalement à la rhétorique ou aux codes de lecture.

Pour les deuxième et troisième parties de l'ouvrage, la question ne se pose plus puisque l'on se trouve de plain-pied dans l'image intentionnelle, même si cette intentionnalité varie considérablement dans son intensité ou son degré de maîtrise suivant les sujets abordés. Le problème est pour le chercheur d'acquérir une familiarité suffisante avec les ressources sémantiques du « genre » qu'il étudie. « Étudier le signifié et étudier le signifiant, ce n'est pas la même chose, mais bien connaître le signifiant permet d'éviter les erreurs d'interprétation du signifié » (Jérôme Bardon). Chaque « genre », que ce soit le pamphlet ou le libelle sous Louis XIII, le film de chevalerie ou de guerre révolutionnaire, relève de codes de lecture très précis, les « mythographies » (F. Lambert) se succèdent, se citent, s'interpénètrent sans toutefois rester indéfiniment figées. La création n'est pas absente de ces langages codés que certains déclarent primaires et simplistes. Une chose est sûre : qu'il s'agisse des images très codées du pouvoir au Haut Moyen Âge ou sous Louis XIII, des images pieuses de la Bibliothèque bleue, des mises en espace ou en images apparemment plus ouvertes et libres des années 30 ou de la lanterne magique, l'image a toujours un caractère magique certain.

L'image en se transformant transforme : par elle et en elle, le pouvoir royal se manifeste dans toute sa majesté, le traître est confondu, les saints guérissent les malades, les tristes trouvent consolation, les ignorants deviennent savants, les païens croyants⁸, un monument raté devient symbole flamboyant d'une idéologie, le monde du travail s'éloigne ou se rapproche, un pays modifie son espace intérieur, les couleurs suggèrent de subtiles nuances politiques, le tableau copiant la photo transfigure l'événement et le fait accéder à l'univers des grands mythes, à l'éternité, à « l'histoire transcendée » (A. Gunthert). C'est de cette accusation bien plus que de celle de futilité ou de frivolité évoquée précédemment dont elle

8. Cette idée du caractère magique de l'image, même chez ceux qui y voient un outil de connaissance et non pas un instrument de l'illusion, est développée par Jacques Perriault et nous semble pouvoir être généralisée avec profit.

semble justiciable devant le « tribunal de l'histoire », si tribunal il y a. Ce sont les mille et un tours de cette alchimie subtile, indispensable aux sociétés ainsi qu'aux individus qui les composent, que les historiens devront comprendre et analyser, sans commettre — chose difficile — trop de contresens sur ces tours de magie dont les causes ou les ingrédients nous échappent trop souvent.

Si l'image de par sa nature représente un relais essentiel dans la constitution des grands mythes de l'histoire de France et dans la « mémoire » patriotique, ce pourquoi les historiens se penchent avec attention sur les illustrations des livres scolaires, analysent l'évolution de la représentation de scènes ou de personnages clés de cette mythologie, il ne faut pas mesurer l'importance d'un mythe à l'importance de la production iconographique qu'il aura suscitée. Au cours de ce colloque a été mise en lumière la faiblesse de la filmographie touchant toutes les périodes de la Révolution française ; à l'inverse, on a pu constater qu'une image « manquante » comme celle de la peinture antique disparue a pu jouer un rôle considérable au XVIII^e siècle dans les débats entre Antiques et Modernes, obligeant les Modernes à se définir par rapport à un modèle d'autant plus parfait qu'il n'était connu que par les textes et qu'il avait été reconstitué, fantasmé, halluciné.

Il n'est pas question de retranscrire dans un compte rendu succinct la complexité des méthodes sur lesquelles les auteurs s'étendent plus ou moins longuement, le lecteur aura trouvé dans ces quelques lignes, je l'espère, l'envie de recourir aux textes et de se plonger dans ces communications où il trouvera amplement matière à réflexion. Nous concluons avec J. R. Louvet : « Symptômes d'une facette du développement de l'historiographie actuelle, les travaux sur les images ouvrent de nouveaux champs d'études sans encore être novateurs. Ils marquent un commencement dont ces textes donnent un indice, une sorte d'acte de naissance multiplié. »

Mireille GUEISSAZ.

EXPRESSIONS DU RELIGIEUX

Hervé MARTIN, *Le Métier de prédicateur à la fin du Moyen Âge : 1350-1520*. Paris, Cerf, 1988. 14,5 × 24, 720 p. (« Histoire »).

En ces temps d'explosion planétaire des moyens de communication, il n'est pas étonnant de voir l'historien décrire le milieu des gens de la parole, décrypter leur